Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

91455

N° 12 / Avril 2014 / April 2014

L'espoir

The World Bank Magazine - Abidjan

REGIONAL OFFICE (CÔTE D'IVOIRE - BURKINA FASO - TOGO - BÉNIN - GUINÉE)

Agriculture en Afrique de l'Ouest: les dernières innovations

latest innovations of west african agriculture

Zoom : Janet Komenan, femme de persévérance

woman of perseverance

3ème pont d'Abidjan

Abidjan 3rd bridge

Vous avez dit croissance ?

La vérité sur ces chiffres que les populations disent ne pas «manger»

Growth in sub-Africa?

The truth about figures that people say «not to eat»

Sommaire

03 EDITO

Accompagner les transformations
Supporting change

04 L'ÉVÈNEMENT / EVENT

Revue des projets financés par la BM
Country portfolio performance review

08 DOSSIER

Les défis d'une croissance partagée
Challenge of a shared growth

18 BANK IN ACTION

AGRICULTURE
Les dernières innovations du PPAAO
The latest innovations of the WAAPP

24 ZOOM

Janet Komenan, femme de persévérance
Janet Komenan, woman of perseverance

26 INSIDE THE BANK

La parole est à
Guest of the day
René TONGUINO

WORLD BANK GROUP
THE WORLD BANK | IFC International Finance Corporation | MIGA Multilateral Investment Guarantee Agency

01 BP 1850
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tel : (225) 22 40 04 00
Fax : (225) 22 40 04 61
espoirabidjan@worldbank.org
Magazine du Bureau Régional de la Banque mondiale (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, Bénin, Guinée)

Directeur de la Publication
Publisher
Ousmane Diagana

Rédacteur en Chef
Editor in chief
Taleb Ould Sid'Ahmed

Relecture
Editing
Marie France Anet

Comité Editorial
Editorial Board
Ousmane Diagana
Lorenzo Bertolini
Taleb Ould Sid'Ahmed
Marie France Anet
Cendrine Adalberon

Collaboration
Sylvie NÉNONENE
Lionel F Yaro
Nadiath A Dende
Mamadou Saliou Diallo

Graphisme et Impression
Design and Printing
HOODA GRAPHICS Imprimerie

Edito

Accompagner les transformations.

En écrivant cet éditorial de notre Revue « L'Espoir », le premier du genre depuis ma prise de fonction en qualité de Directeur des Opérations pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, il me plait de m'acquitter d'un double et agréable devoir. Celui tout d'abord de rendre un hommage mérité à mon prédécesseur collègue, non moins ami Madani M. Tall. Homme de conviction et d'action, avec un engagement sans faille à l'idéal de développement de l'Afrique, Madani a, partout où il est passé, plaidé des causes, porté des initiatives et soutenu des programmes dont l'impact positif sur des Institutions, des systèmes et des personnes est tangible.

Ousmane Diagana

Je voudrais ensuite saluer les lecteurs, nombreux de « L'Espoir ». En moins de 3 mois dans mes fonctions actuelles, j'ai pu déjà mesurer la place de notre Revue dans le paysage médiatique de nos pays. Je les rassure que l'Espoir continuera de paraître au moins à la même fréquence, la même rigueur et la même pertinence. C'est le lieu de féliciter mes collègues qui chaque jour travaillent sans relâche pour la production d'une information de qualité et d'un type singulier, parce qu'à la fois intellectuelle et technique, mais vivante et simple.

Je prends quartier à Abidjan dans un contexte d'optimisme et d'espérance, mais également de défis et de questionnements dans chacun des pays dont j'ai la charge. Partout en effet, le taux de croissance économique est élevé, le climat des affaires s'améliore, des programmes structurants se mettent en place et la volonté de poursuivre des réformes structurelles est perceptible. En même temps, le niveau de pauvreté, notamment dans les zones périurbaines et rurales reste inquiétant ; le chômage des jeunes est une préoccupation majeure, et la croissance démographique apparaît pour le moment plutôt comme une menace dont les conséquences sociales peuvent être perturbatrices.

Ce tableau de paradoxes est annonciateur de transformations, certainement positives dans bien des domaines : économique, social et environnemental. Dans ce contexte notre Institution en général et nos missions résidentes en particulier ont un rôle important à jouer : celui d'accompagner lesdites transformations. Avec humilité, célérité et efficacité.

Supporting change

In writing this editorial for our magazine L'Espoir, the first of its kind since taking office as Country Director for Benin, Burkina Faso, Côte d' Ivoire, Guinea and Togo, I am happy to perform a double and pleasant duty. First, I wish to pay tribute to my predecessor, colleague and friend, Madani M. Tall. As a man of conviction and action, with an unwavering commitment to the ideal of African development, Madani has, wherever he has served, fought for various causes, taken initiatives and supported programmes with clear positive impact on institutions, systems and people.

I also wish to greet the numerous readers of L'Espoir. In less than three months in my current position, I have already gauged the position of our Review in the media landscape of our countries. I wish to reassure the readers that L'Espoir will continue to be published at least with the same frequency, the same rigour and the same relevance. In this regard, I wish to congratulate my colleagues who work tirelessly every day to produce unique information of high quality, because it is both intellectual and technical, as well as being lively and simple.

I have assumed duty in Abidjan within in a context of optimism and hope, but also of challenges and questions in each of the countries under my responsibility. Indeed, everywhere the rate of economic growth is high, the business climate is improving, core programes are being developed and the will to pursue structural reforms is perceptible. However, the level of poverty, especially in semi-urban and rural areas, is alarming, youth unemployment is a major concern, and population growth currently appears as a threat, with social consequences that can be disruptive.

This paradoxical picture heralds changes, which are certainly positive in many areas: economic, social and environmental. Within this context, our institution in general, and our resident missions in particular, have a key role to play: support change. With humility, speed and efficiency.

Le Premier Ministre Duncan pendant la revue du portefeuille
Prime Minister Duncan in discussion with members of his cabinet and projets implementation units

Côte d'Ivoire

Revue du portefeuille des projets financés par la Banque mondiale : TRANSPARENCE ET FRANCHISE

Dans les annales de la coopération Banque mondiale/Côte d'Ivoire, l'exécution des projets de développement a été interrompue 4 fois entre 2002 et 2010, du fait de la crise politico-militaire. Quand la Banque mondiale s'était réengagée en 2008, certains projets déjà impactés par des arrêts successifs avaient bénéficié d'extensions et de restructurations pour leur permettre de poursuivre leurs objectifs de développement et clôturer en bonne et due forme. C'est le cas notamment du Projet National de gestion des terroirs et de l'équipement rural (PNGTER) ; du Programme d'ajustement et d'investissement du secteur des transports (CI-PAST) et du Projet d'appui au secteur de l'éducation formation (PASEF).

En Mai 2012, une première revue complète avait pu avoir lieu et deux ans après, en Mars 2014, une seconde revue des projets financés par la Banque mondiale s'est tenue sous la houlette du Premier Ministre Daniel K. Duncan, sa collègue en charge de l'Economie et des Finances, Kaba Nialé et le directeur des Operations de la BM, Ousmane Diagana.

Diagana a évoqué des « problèmes systémiques » persistants, tels que des délais parfois anormalement longs de passation des marchés ; les retards de mise en vigueur de certains projets vitaux comme le Projet d'appui au secteur agricole ou encore les retards constatés au niveau de la mobilisation des fonds de contrepartie dans le cas plus récent du Projet de Renaissance des Infrastructures et le Projet de Facilitation du Transport Abidjan-Lagos. Le gouvernement était visiblement sur la même longueur d'onde, la Ministre Nialé Kaba s'étant engagée à faire signer par arrêté l'Instruction 192, qui permettra d'exécuter très rapidement les marchés, et d'atteindre un taux de 80% de décaissement des projets d'ici décembre 2014.

Cette revue du portefeuille survient au moment où les pays donateurs, en dépit d'un contexte économique morose pour certains d'entre eux, ont accepté d'injecter 52 milliards US$ pour la reconstruction des fonds de l'IDA 17.

À juste titre, les Ivoiriens ont demandé une augmentation de l'allocation IDA en rapport avec leur contexte de pays sortant de crise et ayant l'ambition d'être un pays émergent à l'horizon 2020. Avec 15 projets actifs pour un montant d'environ 750 millions $USD, la Banque mondiale représente plus de 50% des dons de l'ensemble des partenaires de la Côte d'Ivoire.

De l'avis DES OBSERVATEURS QUI ONT SUIVI L'EXERCICE, la transparence et la franchise ont été les maitres mots

Côte d'Ivoire

Country Portfolio performance review : TRANSPARENCY AND CANDIDNESS

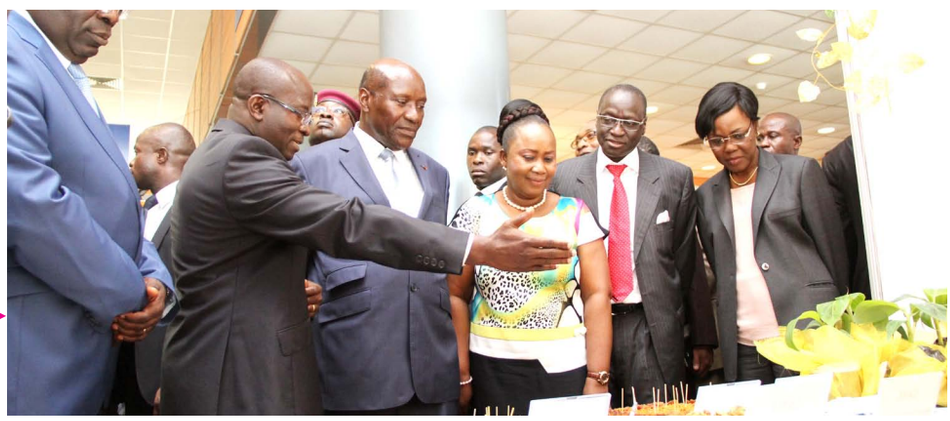
In the annals of The World Bank/Côte d'Ivoire cooperation, four (4) suspensions interrupted the implementation of development projects between 2002 and 2010 due to the political and military crisis. No doubt project performance was affected, to the detriment of the beneficiaries. When The World Bank re-engaged in 2008, some projects, already impacted by successive stoppages, were extended and restructured to allow them pursue their development objectives and close properly. This is the case particularly with the National Land Management and Rural Infrastructure Project (PNGTER), the Transport Sector Adjustment and Investment Programme (CI-PAST), and the Education and Training Sector Support Project (PASEF).

In May 2012, the first Country Portfolio Performance Review (CPPR) was conducted, and two years later, on 20 and 21 March 2014, the second was conducted with the participation of about 500 people, under the leadership of Prime Minister Daniel K. Duncan, his colleague in charge of the Economy and Finance, Kaba Nialé, and World Bank Country Director for Cote d'Ivoire , Ousmane Diagana.

In the opinion OF OBSERVERS WHO WITNESSED THE EXERCISE, transparency and candidness were the watchwords.

Diagana referred to persistent "systemic problems», such as sometimes abnormally long, in well as delays in effectiveness of delays, which were procurement, as some vital projects such as the Agricultural Sector Support Project (PSAC) and delays in the mobilization of counterpart funds in the most recent case of the Infrastructure Renewal Project and the Abidjan-Lagos Transport Facilitation Project. The Government was clearly on the same wavelength, with the Minister Nialé Kaba undertaking to sign Instruction 192 to allow for very rapid execution of contracts and achievement of a project disbursement rate of 80% by December 2014.

This portfolio review comes at a time when donor countries, despite a sluggish economic context for some of them, have agreed to inject USD 52 billion for the replenishment of IDA 17 fund. For the record, it should be noted that Côte d'Ivoire plays a major role in this replenishment process, as a country that in October 2012 hosted the IDA 16 mid-term review. The Ivorians have rightly requested an increase in the IDA allocation,taking into account their post-crisis country context and their ambition to be an emerging country by 2020. With 15 active projects amounting to about USD 750 million, the World Bank provides more than 50% of the grants given by all the partners of Côte d'Ivoire.



Devant le stand du Programme de Productivité agricole en Afrique de l'Ouest « PPAAO - WAAPP) le 20 Mars 2014, Abidjan

In front of the WAAPP stand, March 2014, Abidjan

Avec des jeunes insérés dans le cadre du PAPC (Projet d'Assistance Post Conflit) à Sikensi, 80Km d'Abidjan

Côte d'Ivoire

Bertrand Badré,

Directeur Général du groupe de la Banque mondiale, chargé des Finances:

« LA CÔTE D'IVOIRE EST UN GRAND CLIENT, MAIS C'EST AUSSI AVANT TOUT, UN GRAND PARTENAIRE »

72 heures. C'est le temps qu'il a suffi à Bertrand Badré, numéro 2 dans l'ordre hiérarchique pour faire le constat qu'entre la Banque et la Côte d'ivoire, le courant passe parfaitement. Sans doute grâce à la qualité des interventions qui ont permis, depuis la signature de l'accord politique de Ouagadougou (APO) en 2007, d'apporter une assistance d'environ 2000 milliards US$, soit 1000 milliards de F Cfa, principalement en dons. Arrivé la veille en début de soirée, le Directeur Général (Managing Director) s'est, dès lundi 10 Mars, réunit avec une partie du Gouvernement conduit par le Premier Ministre Daniel K. Duncan. Au menu, les grands projets qui devraient faire entrer la Côte d'ivoire dans le cercle des pays émergents à l'horizon 2020.

Badré a également eu des séances de travail avec le secteur privé et financier dont le rôle est crucial pour la relance de l'économie ivoirienne. Les visites au Pont Henri konan Bédié, fruit d'un partenariat public privé, avec une garantie de la MIGA, ainsi que la centrale Ciprel et le port d'Abidjan ont remis au goût du jour la problématique du financement des infrastructures, surtout pour un pays qui table sur une croissance à deux chiffres.

Certes en 2013, le port d'Abidjan a enregistré un trafic global de 21,5 millions de tonnes de trafic total, faisant de lui le premier en Afrique de l'ouest et centrale, mais les besoins en financement des infrastructures d'une manière générale restent un réel défi pour le pays. À Sikensi (80 Km d'Abidjan), le Directeur Général a pris toute la mesure des conséquences de la crise politico-militaire sur le tissu social. Dans ce contexte, la Banque mondiale, à travers le Projet d'Assistance Post-Conflit (PAPC) a financé un programme de réinsertion économique en faveur des jeunes à risques et permis à l'administration locale d'avoir de nouveaux locaux. Avant de prendre son vol pour le Sénégal, Bertrand Badré a eu cette déclaration au sortir d'une audience avec le Président Ouattara, le 13 Mars : « La Banque mondiale et la Cote d'Ivoire affichent les mêmes ambitions. J'ai dit au Président Ouattara que les ambitions qu'il avait pour son pays entraient en résonance extrêmement forte avec celles que nous-mêmes avons pour réformer la Banque mondiale ».

«J'ai indiqué que quand les ambitions d'une grande institution comme la nôtre rencontraient celles d'un grand pays comme la Côte d'Ivoire, il peut se passer de grandes choses. On ne veut pas être dans le vague mais dans le concret, car nous sommes une institution orientée vers l'action avec les autorités publiques et le secteur privé»

Visiting Abidjan 3d bridge (Henri Konan Bédié Bridge)

Côte d'Ivoire

Bertrand Badré,

World Bank Group Managing Director in charge of Finance:

« CÔTE D'IVOIRE IS NOT ONLY A BIG CLIENT, IT IS ALSO, AND ABOVE ALL, A GREAT PARTNER»

72 hours. That is all it took for Bertrand Badré, the second World Bank official in hierarchy, to see that the relations between the Bank and Côte d'Ivoire are very good. This is probably due to the quality of interventions that have, since the signing of the Ouagadougou Political Agreement (OPA) in 2007, helped to provide assistance of about USD 2 billion, mainly through grants. After he arrived the day before early in the evening, the Managing Director, on Monday, 10 March, met with some members of Government led by Prime Minister Daniel K. Duncan. The topics for discussion included major projects that are expected to make Cote d'Ivoire an emerging country by 2020.

Badré also held working sessions with the private and financial sector whose role is crucial for the recovery of the Ivorian economy. Visits to the Henri Konan Bédié Bridge, which is the outcome of a public-private partnership with a guarantee from MIGA, as well as CIPREL power plant and Abidjan Port highlighted the problem of infrastructure financing, especially for a country that counts on a double-digit growth.

Although in 2013 Abidjan Port recorded a total traffic of 21.5 million tons, making it the leading port in West and Central Africa, infrastructure financing requirements generally pose a serious challenge for the country. At Sikensi (80 km from Abidjan), the Managing Director took full measure of the consequences of the political and military crisis on the social fabric. In this context, the World Bank, through the Post-Conflict Assistance Project (PAPC), has funded an economic reintegration programme for youths at risk and provided the local administration with new premises. Before taking off for Senegal, Bertrand Badré made this statement after an audience with President Ouattara on 13 March: «The World Bank and Cote d'Ivoire have the same ambitions. I told President Ouattara that his ambitions for his country were fully consistent with our own to reform the World Bank».

"I pointed out that when the ambitions of a great institution like ours are consistent with those of a great country like Côte d'Ivoire, great things can be done. We don't want to be vague, but deal in concrete terms, because we are an institution geared towards action with the public authorities and the private sector"

Ouvriers sur un site d'extension énergétique du Groupe CIPREL qui bénéficie d'un fincancement de IFC (SFI)

Croissance, ça ne se mange pas ?

Il y a les hirondelles et les printemps. Jamais les perspectives économiques pour l'Afrique sub-saharienne n'ont été aussi flattées que pendant ces 5 dernières années, avec une moyenne de 6,5 % du Produit Intérieur Brut (PIB) prévue en 2013 pour la zone UEMOA (l'Union économique et monétaire ouest africaine). Dubitatives sur la portée réelle de ces chiffres, les classes sociales africaines n'en démordent pas : les hausses annoncées des taux de croissance dans leurs pays respectifs sont loin de leur réalité quotidienne, entre hausse des prix et un chômage galopant, le tout sur fond de niveaux de pauvreté qui dépassent dans certains cas la barre de 50%. Même les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, à l'issue de leur 44eme conférence à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) fin Mars 2014, reconnaissent « la nécessité d'obtenir une croissance encore plus vigoureuse pour conforter l'emploi et permettre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ». Décryptage

Focus sur 4 pays de la zone UEMOA (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, Bénin)

Dossier préparé par : *Johannes Hoogeveen, Nadiath A Dende, Lionel F. Yaro, Issiaka Sombie, Mariam Diop, Taleb Ould Sid'Ahmed, Cendrine Adalbéron, Sylvie Nenonene, Jean-Noel A. Gogoua, Volker Treichel*

Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire : Le pari d'une croissance durable et inclusive

L'objectif d'une croissance à deux chiffres n'a certes pas été encore atteint, mais les autorités ivoiriennes ont maintenu le cap depuis la fin de la crise post-électorale en réalisant en 2013 un taux de croissance du PIB réel de 8.7%. Classée parmi les 10 top réformateurs dans le Rapport Doing Business 2014, la Côte d'Ivoire cherche également à transformer le succès du forum ICI 2014 en investissements effectifs. Mais attention à la marche : l'embellie économique cache encore des poches d'inégalités sociales et des courbes de chômage, surtout chez les jeunes, qui méritent davantage d'efforts.

Une fois leur prise de pouvoir effective en Mai 2011, les autorités ont tiré bénéfice de l'accompagnement de leurs principaux partenaires économiques et financiers en faveur du redémarrage de l'économie et de la reconstruction, en investissant dans les services sociaux de base et des mesures incitatives au secteur privé. Initialement anticipée à 6.3%, la contraction du PIB, du fait de la violente crise que le pays a connue, a été moins forte que prévu pour se situer à 4.7%.

Riposte : En 2012, le Gouvernement ivoirien engage un important agenda de réhabilitation des infrastructures grâce à des financements publics et privés qui ont permis de lancer la construction du 3ème pont de la ville d'Abidjan, la finalisation du projet de prolongation de l'autoroute du nord, le démarrage des travaux de l'autoroute Abidjan/Grand-Bassam, la construction d'un canal pour l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan, à partir de Bonoua. À cela s'ajoute le programme présidentiel d'urgence, le PPU, doté d'une enveloppe initiale de 45 Milliards Fcfa pour répondre à des besoins d'urgence.

Ainsi, le taux d'investissement public est monté à 6.1 % du PIB en 2013 contre 2.5 % en 2011 et 4.9% en 2012.

Des efforts pour l'amélioration de la fluidité routière ont permis l'approvisionnement effectif des marchés en produits vivriers. Les mesures fiscales de soutien aux produits de grande consommation comme le riz et le gaz butane ont permis de maitriser les tensions inflationnistes qui prévalaient après la crise de 2011. L'inflation s'en est alors ressortie à 2,6% fin 2013, passant en dessous de 3%, seuil communautaire de l'UEMOA.

Les mesures fiscales de soutien au secteur privé après la crise, et le remboursement d'une partie de la dette intérieure, ont soutenu la reprise d'activités des entreprises privées, accompagnées par des mesures fortes du Gouvernement pour l'amélioration du climat des affaires (création du tribunal du commerce, revitalisation du CEPICI, etc.). On assiste alors depuis 2012 à un regain de l'investissement privé et une montée en puissance des projets en Partenariat Public-Privé. Le dynamisme dans le BTP et les avancées sur les projets dans le secteur de l'énergie (Azito phase 3, CIPREL 4,5) en témoignent.

Avec son potentiel agricole, la Côte d'ivoire a pu redynamiser l'exportation de ses matières premières historiques (cacao, hévéa, huile de palme en particulier). Le dynamisme retrouvé dans le secteur des services (banques, transports, télécommunications etc.), dans le secteur secondaire ainsi que la hausse de la demande domestique soutiennent les perspectives de croissance forte à moyen terme. La hausse des revenus en milieu rural, avec des prix aux paysans plus attractifs (750FCFA/kg pour le cacao par exemple sur les deux dernières campagnes) ont aussi certainement soutenu la hausse de la demande domestique.

Grosso modo,

LE REBOND DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE A ÉTÉ PLUS FORT QU'ANTICIPÉ ILLUSTRATION :

fin 2012, le taux du PIB était de 9.8% contre 8.7% initialement projeté.

CETTE DYNAMIQUE S'EST POURSUIVIE EN 2013, AVEC UN TAUX DE 8.7, COMME VIENNENT DE LE CONFIRMER, FIN MARS 2014, LA BANQUE MONDIALE ET LE FMI.

Défi. « *Est-ce qu'on mange croissance* ? ».

Invariablement, c'est la phrase qui revient le plus souvent dans les conversations sur les chiffres de la croissance ivoirienne. C'est toute la problématique des statistiques sur la performance de l'économie quand persistent des poches importantes de pauvreté (plus de 50% de la population) aggravées par une redistribution inéquitable des richesses nationales. Si elles veulent éviter de contrarier l'ambition de pays émergent à l'horizon 2020, les autorités ivoiriennes ont tout intérêt à rendre inclusives et durables les bonnes performances réalisées sur les 3 années écoulées.

Certaines réformes seront difficiles à mettre en œuvre, mais elles sont nécessaires : gestion des finances publiques, accès au crédit pour les PME et les citoyens, règlement de la dette intérieure, meilleure protection sociale (filets sociaux, Couverture maladie universelle solide etc.). Tout comme il va falloir mesurer l'impact des investissements en cours sur le bien-être des populations, conformément aux objectifs du Plan National de Développement (PND).

On le voit bien, la Côte d'Ivoire a fait de gros efforts depuis 2011 et reste sur une bonne trajectoire pour 2014. La dynamique de reprise économique durable reste cependant fortement tributaire d'un climat politique et sécuritaire apaisé.

«Can we eat growth?»

There are swallows and there are springs. Never has the economic outlook for sub-Saharan Africa held out false hopes as over the past 5 years, with an average Gross Domestic Product (GDP) growth of 6.5% in 2013 in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) zone. Doubtful of the real significance of these figures, the African social classes are sticking to their guns: the announced increases in growth rates in their respective countries are far removed from their daily life experiences with rising prices and high unemployment, all underpinned by poverty levels that in some cases exceed 50%. Even the ECOWAS Heads of State and Government, at the end of their 44th Conference in Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) in March 2014, recognize "the need for an even stronger growth to enhance employment and ensure achievement of the Millennium Development Goals." Decryption

Focus on for (4) countries in WAEMU zone (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, and Benin)

***prepared by**: Johannes Hoogeveen, Nadiath A Dende, Boulel Toure, Lionel F. Yaro, Issiaka Sombie, Mariam Diop, Taleb Ould Sid'Ahmed, Cendrine Adalberon, Sylvie Nenonene, Volker Treichel, Jean-Noel A. Gogoua*

In Côte d'Ivoire and most of african countries, people say «we don't eat growth»!

Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire: The challenge of sustainable and inclusive growth

The target of double-digit growth has not yet been reached, but the Ivorian authorities have stayed the course since the end of the post-election crisis, achieving a real GDP growth rate of 8.7% in 2013. Ranked among the top 10 reformers in the 2014 Doing Business Report, Côte d'Ivoire is also seeking to transform the success of ICI 2014 Forum into actual investments. However, it needs to watch its step: the economic recovery still conceals pockets of social inequalities and unemployment curves, especially among young people, that require more efforts.

Upon effectively taking over power in May 2011, the authorities benefitted support from their key economic and financial partners to revive the economy and carry out reconstruction works by investing in basic social services and granting incentives to the private sector. Although the GDP was initially expected to drop to 6.3% as a result of the violent crisis experienced by the country, it turned out to be less strong than expected and stood at 4.7%.

Response: In 2012, the Ivorian Government embarked on a major infrastructure rehabilitation agenda with public and private funding that helped to launch the construction of the Third Bridge in Abidjan, finalize the highway extension project in the north, start the Abidjan-Grand Bassam Highway construction works, and construct a canal to supply drinking water to Abidjan from Bonoua. In addition, there is also the President's Emergency Programme(PPU) which had an initial budget of CFAF 45 billion to meet urgent needs.

Consequently, the public investment rate rose to 6.1% of GDP in 2013, as against 2.5% in 2011 and 4.9% in 2012.

Efforts to improve the traffic flow helped to effectively supply markets with food products. Tax measures to support consumer products, such as rice and butane gas, helped to control inflationary pressure in the aftermath of the 2011 crisis. Inflation then stood at 2.6% at the end of 2013, which is below the 3% WAEMU threshold.

Tax measures to support the private sector after the crisis, as well as repayment of part of the domestic debt, supported the resumption of activities of private companies, accompanied by strong Government measures to improve the business climate (establishment of the Commercial Court, revitalization of CEPICI, etc.).

Since 2012, there has been a revival of private investment and increase in Public-Private Partnership projects. The dynamism in the construction sector and progress in energy sector projects (Azito Phase 3 CIPREL 4.5) are good examples of this trend.

With its agricultural potential, Cote d'Ivoire revitalized the export of its historic commodities (cocoa, rubber, and palm oil, in particular). Renewed dynamism in the services sector (banks, transport, telecommunications, etc.) and the secondary sector, as well as the rise in domestic demand support strong growth prospects in the medium term. Rising incomes in rural areas, with more attractive prices for farmers (CFAF 750/kg for cocoa, for example, over the past two seasons), have also certainly supported the increase in domestic demand.

All in all, THE RECOVERY OF THE IVORIAN ECONOMY HAS BEEN STRONGER THAN EXPECTED. FOR EXAMPLE: **at the end of 2012, the GDP growth rate was 9.8% as against 8.7% initially projected.** THE MOMENTUM CONTINUED IN 2013, WITH A RATE OF 8.7%, AS RECENTLY CONFIRMED BY THE WORLD BANK AND IMF AT THE END OF MARCH 2014.

Challenge. *"Can we eat growth?"* Invariably, this is the question that comes up most often in conversations about growth figures in Côte d'Ivoire. This is also the problem with statistics on the performance of the economy, when there are still large pockets of poverty (over 50% of the population), compounded by inequitable redistribution of national wealth.

If the Ivorian authorities want to avoid obstructing the ambition of an emerging country by 2020, they need to make the good performance achieved over the past three years inclusive and sustainable.

Some reforms are difficult to implement, but they are necessary: public financial management, access to credit for SMEs and citizens, settlement of the domestic debt, and better social protection (social safety nets, solid universal health cover, etc.). Furthermore, it will be necessary to assess the impact of current investments on the well-being of the population, in accordance with the objectives of the National Development Plan (PND).

As we can see, Côte d'Ivoire has made great efforts since 2011 and is well on track for 2014. However, the dynamics of sustainable economic recovery depend heavily on a peaceful political and security climate.

Togo

Togo : le défi énergétique et la redistribution de la richesse nationale

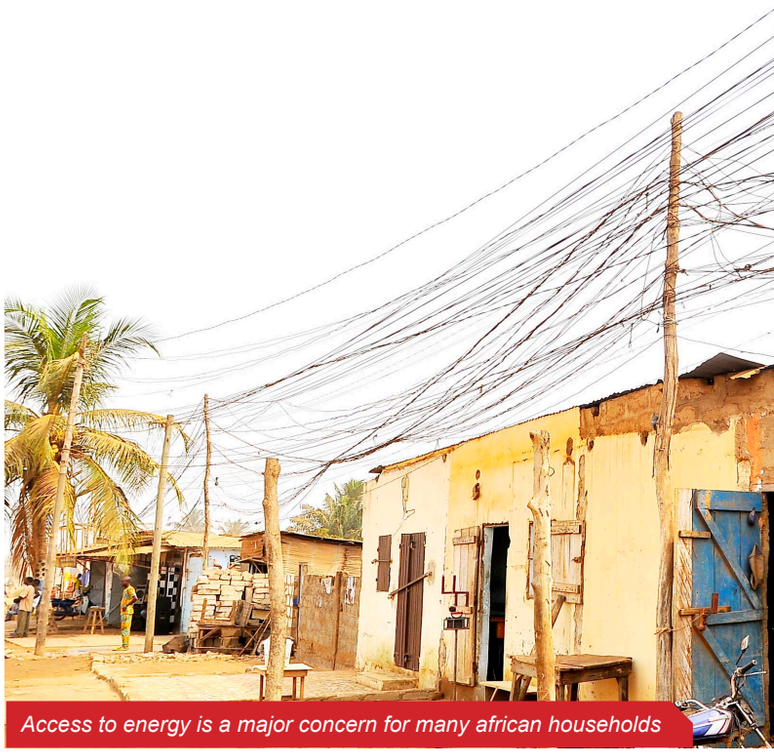
La croissance économique du Togo est passée d'environ 4.5% en 2010/2011 à 5.6% en 2013, reflétant le dynamisme de l'agriculture, du secteur minier, de la construction immobilière et des chantiers publics. L'accélération récente de la croissance témoigne également en partie du rétablissement de la longue crise économique, politique et sociale débutée dans les années 1990 et qui s'est étendue jusqu'à la moitié des années 2000. Ce redressement est le fruit des efforts des Autorités pour mettre en place de prudentes politiques macroéconomiques et pour améliorer les routes et les infrastructures de transport. Alors que la majeure partie des investissements privés s'effectue actuellement dans l'exploitation minière et l'industrie aéronautique, les efforts gouvernementaux devraient permettre aux ports et aéroport de doubler leurs capacités, d'ici la fin de l'année 2014. Les Autorités togolaises ont récemment mis en place la « Togo Invest Corporation » (TIC) pour lancer les projets majeurs reliés aux transports et aux chemins de fer le long de l'axe Nord-Sud, principalement à travers des partenariats publics-privés.

À moyen terme, la croissance laisse entrevoir un objectif de 6% d'ici une année sous l'impulsion de la croissance et du commerce régionaux, d'un accroissement des investissements publics et privés dans les infrastructures, d'investissements directs étrangers dans l'exploitation minière et de l'impact de réformes récentes sur le marché des cultures de rente.

La croissance est ralentie par de nombreux obstacles de poids, eux-mêmes aggravés par un manque de détermination pour implémenter des réformes sectorielles sensibles. Même si le barrage d'Adjarala sera achevé à la date prévue, le secteur de l'électricité fait actuellement face à un déficit structurel financier et de faibles capacités susceptibles d'empirer. Le coût des télécommunications compte parmi les plus élevés au monde. Malgré des déclarations sur l'intention de libéraliser le secteur, celui-ci continue d'être dominé par la compagnie publique Togo Telecom et sa filiale Togo Cellulaire. Quant à l'environnement des affaires, malgré quelques récents progrès enregistrés, il demeure limité en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Mais la question qui préoccupe le plus dans l'immédiat concerne les faiblesses d'un secteur financier capable d'ébranler la stabilité macroéconomique du pays.

L'enjeu de la croissance soulève d'autres défis. Les études ont montré la forte augmentation des inégalités entre 2006 et 2011.

Les ménages fortunés ont davantage bénéficié des effets de la croissance tandis que 40% de la population la plus pauvre a été davantage précarisée. La croissance est aussi largement confinée aux zones littorales mais le nord du pays reste embourbé dans une profonde pauvreté atteignant parfois jusqu'à 90% des populations locales et même plus. Cette situation contribue à approfondir les clivages entre le monde rural et les zones urbaines.



Access to energy is a major concern for many african households

En 2011, un quart des citoyens Togolais vivant à Lomé représentait la moitié de la consommation totale du pays, sachant que la consommation par habitant dans la région de Lomé était de 1280 dollars US contre 500 dollars US ou moins pour ceux qui vivent ailleurs dans le pays. Cependant, les écarts importants de richesse ont alimenté les migrations internes. Ainsi, entre 2006 et 2011, environ un tiers de la réduction de la pauvreté pouvait être attribué à l'exode rural.

Les principaux contours de la croissance posent aussi des défis en matière de stratégie d'investissement public. Les investissements productifs devraient sans doute être réalisés là où les taux de rendement sont les plus élevés : dans la région côtière. Parallèlement, il faudra offrir aux Togolais habitant dans d'autres régions des opportunités (à travers des investissements dans le capital humain) pour migrer et se montrer compétitifs sur le marché du travail situé au Sud.

Les niveaux de pauvreté dans certaines parties du pays sont si profonds que même des périodes prolongées de croissance seront insuffisantes pour sortir de leur précarité la majorité des populations concernées. À une stratégie de croissance inclusive il faudra porter une forte attention sur les transferts d'argent par téléphone mobile. Ce procédé permet en effet aux plus lésés de bénéficier un minimum des effets de la croissance et d'accéder à des ressources qu'ils pourraient investir de manière productive.

Togo

Togo: The energy challenge and a shared national income

Real economic growth accelerated from almost 4.5 percent in 2010-11 to 5.6 percent in 2013, reflecting dynamism in agriculture, mining, construction, and public works. The recent pace of economic growth reflects in part a recovery from the protracted political, social and economic crisis from the early 1990s through mid-2000s, but also the authorities' efforts to implement prudent macro-economic policies and to improve road and transport infrastructure. As a result of these efforts by end-2014 airport and port capacity will double, while major private investments are being made into mining and airline industries. The authorities have recently established the Togo Invest Corporation (TIC) to launch major rail and transportation projects along the North-South axis, mostly via public private partnerships.

In the medium term, growth is expected to reach around 6 percent a year under the impulse of regional growth and trade, more public and private investments in infrastructure, FDI in mining, and the impact of earlier reform in cash crop markets.

Growth is hampered by a number of major obstacles which are aggravated by a lack of decisiveness around the implementation of critical real sector reforms. The electricity sector is facing a structural financial deficit and even if the Adjarala dam is completed on schedule, capacity shortages can be expected to worsen. The cost of telecom services is among the highest in the world and despite proclamations about the intention to liberalize, the sector continues to be dominated by one (public) company Togo Telecom and its subsidiary Togo Cellulaire. The business environment, despite some recent improvements in business registration, remains constrained, particularly for small and medium enterprises. Of immediate concern are weaknesses in the financial sector which have the potential to undermine macroeconomic stability.

The pattern of growth raises another set of challenges. Survey data show how between 2006 and 2011 inequality has risen sharply.

Wealthy households benefited from growth while the poorest 40 percent got poorer. Growth is largely confined to the coastal areas while the north of the country remains mired into deep poverty with poverty levels of 90 percent and higher. Dynamism in the south and stagnation elsewhere contributes to deeper cleavages between rural and urban areas and the south and the north of the country.

In 2011 the quarter of Togolese citizens living in Lome consumed about half of all consumption in the nation as per capita consumption in the greater Lome area was $ 1,280 as opposed to $ 500 or less those living elsewhere in the country. Large differences in wealth differences fuel migration and between 2006 and 2011 about one third of all poverty reduction can be attributed to rural-urban migration.

The prevailing pattern of growth poses challenges about the public investment strategy. Productive investments should arguably be made where rates of return are highest (Coastal region). At the same time those living elsewhere will need to be given the opportunity (through investments in human capital) to migrate and be competitive in the labor markets of the south.

Poverty levels in certain parts of the country are so deep that even prolonged periods of growth will be insufficient to lift the majority out of poverty. In addition to a more inclusive growth strategy, portable cash transfers will have to be considered as it allow the disenfranchised to share in the benefits from growth and to access resources that can be invested productively.

Bénin

Les clés pour booster la croissance

L'économie béninoise reprend timidement. Mais les vecteurs d'une croissance soutenue ne sont pas toujours au rendez-vous, faute de réformes structurelles.

Karim Koto, producteur de coton à N'Dali, commune situé à environ 500 km de Cotonou a résolument repris confiance. Il y a trois ans, il avait ensemencé à peine 8 hectares de culture, découragé notamment par les prix du marché. Aujourd'hui, il a produit plus de 20 hectares lors de la campagne 2012-2013. La filière cotonnière reste un déterminant précieux de la croissance économique au Bénin, elle représente environ 18% des exportations en 2012. *« Pour cent mille tonnes de coton produit, nous gagnons environ 1 point de croissance »,* commente un ancien ministre béninois de l'Agriculture. Preuve que le Bénin va quand le coton va, la croissance économique est passée de 3,6% en 2011 à 5,4 % en 2012 pour s'établir à 5,1% en 2013, selon les statistiques[1] du gouvernement.

Un potentiel inexploité

Si l'économie béninoise retrouve timidement ses marques, un long chemin reste toutefois à faire pour bâtir une croissance économique forte et inclusive. Le potentiel agricole du pays n'est pas exploité à souhait, la faute aux conflits qui agitent le gouvernement et les égreneurs. L'un prétendant défendre les intérêts des producteurs, les autres dénonçant un interventionnisme étatique exacerbé dans la filière. Plusieurs partenaires au développement ont accompagné la mise en place d'un Plan stratégique de relance du secteur agricole (PSRA), censé lui permettre de se diversifier et d'accroître le niveau de transformation des produits agricoles.

L'enjeu énergétique

L'économie béninoise pâtit également d'une faible contribution du secteur industriel à la croissance. Le pays souffre toujours d'un déficit de facteurs de production qui tire l'investissement vers le bas. Importateur net d'énergie électrique, le Bénin ne dispose que d'une puissance installée net de 20 Mégawatts. De quoi rendre le coût de l'énergie onéreux et repousser les investisseurs, pourtant désireux de profiter de la proximité du pays avec le marché nigérian. « *La question énergétique a énormément freiné la croissance chez nous. Sa résolution est aujourd'hui d'une extrême nécessité* », pointe Servais Adjovi, directeur de cabinet du ministre béninois de l'Economie et des Finances. L'ambition actuelle, souligne Boni Yayi, le président de la République en personne, c'est de parvenir à une puissance de 1500 Mégawatts, à l'horizon 2015.

À ce défi s'ajoute celui de l'amélioration du climat des affaires.

L'accès à l'énergie est un réel défi pour les Béninois / Access to energy is a real challenge for Beninese

Monsieur Régis Facia, vice-président du Patronat, expliquait au cours de la table ronde avec le secteur privé d'Octobre 2012 que « *Malgré la gouvernance politique qui favorise l'investissement, la dette intérieure, les financements, la fiscalité et l'inexistence d'un programme économique constituent encore des obstacles et freinent la création d'entreprises* ». Le chantier à ce niveau touche notamment des segments tels que la réduction et la simplification de la fiscalité, la célérité dans les procédures judiciaires, l'accès au financement bancaire ainsi que les mesures incitatives à la création d'entreprises.

La transformation du Bénin en une plate-forme de services logistiques et d'exportation vers les pays de l'hinterland est une ambition chère aux gouvernants actuels.

Mais Au-delà des réformes nécessaires pour rendre le port de Cotonou plus attractif, le pays devra s'employer à nettoyer son corridor des tracasseries policières et routières qui découragent les transporteurs.

Tirant une bonne partie des devises du commerce de réexportation vers le Nigéria voisin, le pays doit aussi changer son fusil d'épaule pour mieux affronter les défis de la mise en œuvre du tarif extérieur commun (TEC CEDEAO), devant entrer en vigueur à partir de janvier 2015. Enfin, les pouvoirs publics doivent faire preuve de plus d'engagement pour booster la croissance dans une démarche décomplexée de partenariat public-privé.

1- Estimation à la date du 31 Décembre 2013

Benin

Keys for boosting growth

Benin's economy is recovering slowly. However, sustained growth vectors are lacking, for want of structural reforms.

Karim Koto, a cotton farmer in N'Dali which is a commune about 500 km from Cotonou, definitely regained confidence. Three years ago, he had planted barely 8 hectares of crops, because he was especially discouraged by market prices. However, during the 2012-2013 crop season, he cultivated more than 20 hectares of land. The cotton sector remains a key contributor to Benin's economic growth; it accounted for about 18% of exports in 2012. "For each one hundred thousand tonnes of cotton produced, we gain about 1 percentage point of growth," says a former Minister of Agriculture. This shows that Benin does well when the cotton sector is doing well. According to Government statistics, economic growth rose from 3.6% in 2011 to 5.4 % in 2012 and to 5.1 % in 2013.

Untapped potential

Even though Benin's economy is recovering slowly, it still has a long way to go to build a strong and inclusive economic growth. Furthermore the country's agricultural potential is not adequately tapped due to conflicts between the Government and cotton ginners, with one party claiming to defend the interests of producers, and the other denouncing excessive State intervention in the sector. Several development partners have supported the implementation of an Agricultural Sector Recovery Strategic Plan (PSRA) intended to help diversify and increase the processing level of agricultural products.

The Energy Challenge

Benin's economy also suffers from a low contribution of the industrial sector to growth. The country still suffers from a deficit of factors of production that pulls investment down. Benin is a net importer of electricity, and has only 20 megawatts of net installed power. This makes the cost of energy high and discourages investors, who want to benefit from the country's proximity to the Nigerian market. "The energy problem has greatly slowed growth at home. It is absolutely necessary to solve the problem today", says Servais Adjovi, Chief of Staff of Benin's Minister of the Economy and Finance. The current goal, says Boni Yayi, President of the Republic himself, is to obtain 1500 megawatts of energy in 2015.

This challenge is compounded by the need to improve the business climate. Mr. Régis Facia, Vice President of the Employers' Association, explained during the roundtable with the private sector in October 2012 that "despite political governance that promotes investment, domestic debt, financing, taxation and the lack of an economic program are still obstacles which hamper the creation of businesses". The problem concerns aspects such as reduction and simplification of taxation, speeding up judicial procedures, access to bank financing, and incentives for creating businesses.

Transforming Benin into a platform of logistic and export services for landlocked countries is a key objective of the present Government.

However, in addition to the reforms required to make Cotonou Port more attractive, the country will need to clean up its corridor from police and road harassment that discourages transporters.

Since Benin draws most of its foreign currency from re-export trade to neighbouring Nigeria, it also needs to make changes so as to better meet the challenges of implementing the common external tariff (CET ECOWAS) that will take effect as from January 2015. Lastly, the Government needs to demonstrate stronger commitment to boosting growth within an equal public-private partnership.

Burkina Faso

Un pays d'opportunités et de défis économiques.

Au cours des quinze dernières années, le Burkina a enregistré un taux de croissance moyen de 5.5%, nettement au-dessus de la moyenne des pays de l'UEMOA (2.5%) et ce malgré les multiples chocs exogènes récurrents : sècheresse, inondations, crises alimentaires, crises économiques internationales. La croissance a été essentiellement tirée par le secteur primaire (agriculture) qui emploie près de 80% de la population active, et le secteur tertiaire.

Toutefois, **selon les résultats des deux enquêtes prioritaires sur les conditions de vie des ménages, le taux de pauvreté est passé de 46% en 2009 contre 53% en 2003, montrant que la croissance n'a pas été inclusive.**

De nombreux défis **sur le plan économique**:

Pour favoriser une croissance inclusive, le Burkina doit dépasser certaines difficultés, à savoir :

- Une faible ouverture aux échanges extérieurs : Avec un taux d'ouverture mesuré par le ratio du commerce extérieur (somme des importations et des exportations rapportée au PIB) le Burkina était à 33.6% en fin 2011 contre 69% pour le Mali et 41% pour le Niger.

- Une économie très peu compétitive : à l'exception de la main d'œuvre qui est peu coûteuse, le Burkina a les coûts les plus élevés des facteurs de production. Les coûts de l'électricité et sa disponibilité, de l'eau, des télécommunications constituent un frein à l'industrialisation.

- Les infrastructures routières sont peu développées pour intensifier les échanges commerciaux entre les différentes régions du pays et avec les autres pays de la sous-région. En outre, le coût du transport reste grevé par l'éloignement du pays par rapport aux corridors portuaires mais aussi par le nombre de contrôles routiers, la corruption et les délais.

Des interactions faibles entre secteur marchand et secteur bancaire.

D'une part, la branche d'activités Agriculture-Élevage-Sylviculture-Pêche-Chasse est la plus grande contributrice à la création de richesse nationale (plus de 30% du PIB) mais elle est faiblement dotée en ressources financières bancaires (4 % en moyenne), et ses crédits évoluent en baisse. D'autre part, la branche Commerce-Restaurants-Hôtels qui ne contribue en moyenne qu'à 17 % du PIB réel et qui connaît une croissance molle sur la période d'observation, est pourtant celle qui bénéficie de la majeure partie (environ 40 %) des financements bancaires. Ce phénomène peut avoir des effets relativement négatifs sur la performance globale de l'économie burkinabè.

Le Burkina Faso devrait diversifier son économie / Burkina Faso should diversify its economy

En poussant l'analyse, il ressort qu'au Burkina Faso, les banques butent dans leur fonctionnement sur le problème de la prédominance du secteur informel dans lequel se retrouve une grande partie des entreprises ou unités de production.

On comprend alors pourquoi, malgré leur forte contribution à la création de richesses intérieures, une part très importante des entreprises ou unités de production ne sont pas perçues comme des partenaires privilégiés en termes de financement bancaire.

En somme, la relation entre le système financier et le secteur réel de production peut s'améliorer à condition d'implémenter des réformes pour promouvoir la modernisation des entreprises ou unités de production burkinabè. Cela passe par l'accompagnement

Des perspectives de croissance favorables

Le potentiel de croissance est estimé à 7% sur le moyen terme et peut être significativement plus important grâce aux atouts dont dispose le pays : une main d'œuvre jeune et travailleuse qui s'exporte facilement dans les pays de la sous-région, un sol qui compte 9 millions d'hectares de terres arables, une stabilité politique et institutionnelle, des infrastructures économiques dont la qualité est acceptable dans le domaine de l'énergie et des télécommunications.

Le pays dispose aussi de quatre corridors desservis par des routes de bonne qualité qui supportent le trafic de 78% des importations et exportations.

Burkina Faso

Burkina Faso: a Country of Economic Opportunities and Challenges

Over the past fifteen years, Burkina recorded an average growth rate of 5.5%, which is well above the average for WAEMU countries (2.5%), despite multiple recurrent exogenous shocks: drought, floods, food crises, and international economic crises. Growth has been driven mainly by the primary sector (agriculture), which employs nearly 80% of the workforce and the tertiary sector. However, **according to the results of the two priority surveys on household living conditions, the poverty rate stood at 46% in 2009 as against 53% in 2003, showing that growth has not been inclusive.**

Many economic challenges

To promote inclusive growth, Burkina needs to overcome certain difficulties, namely:

- Limited openness to trade: With an openness rate measured in terms of the foreign trade ratio (total imports and exports to GDP), Burkina Faso's rate was 33.6% at end 2011, as against 69% for Mali and 41% for Niger.

- Very uncompetitive economy: With the exception of labour which is inexpensive, Burkina has the highest cost of factors of production. The cost and availability of electric power, water and telecommunications are an obstacle to industrialization.

- The road infrastructure is not adequately developed to facilitate trade between the various parts of the country and with other countries in the sub-region. In addition, transport cost remains high due to the long distance from the country to the port corridors, as well as the high number of checkpoints, corruption and delays.

Limited interaction between the commercial and banking sectors

On the one hand, the Agriculture-Livestock-Forestry-Fishing-Hunting sector contributes most to national wealth creation (over 30% of GDP), but it receives very limited bank financing (4% on average) and its loans are on the downward trend. On the other hand, the Trade-Restaurant-Hotel sector which contributes on average only 17% of real GDP and records sluggish growth during the observation period, receives the biggest share (about 40%) of bank financing. This situation can have relatively negative effects on the overall performance of the Burkinabe economy.

Further analysis shows that in Burkina Faso, banks operate with difficulty due to the predominance of the informal status of a large proportion of companies or production units. This explains why, despite their significant contribution to the creation of domestic wealth, a very large proportion of the companies or production units are not perceived as privileged partners for bank financing. All in all, the relationship between the financial system and the real production sector may improve only if reforms are undertaken to promote the modernization of companies or production units in Burkina Faso. This requires support.

Favourable Growth Prospects

The growth potential is estimated at 7% over the medium term, and may be significantly higher as a result of the country's assets: a young and hardworking labour force that easily moves to other countries in the sub-region, a territory with 9 million hectares of arable land, political and institutional stability, and economic infrastructure of acceptable quality in the energy and telecommunications sectors. The country also has four corridors with good roads that handle transportation of 78% of imports and exports.

Réduire la pauvreté par le développement rural avec le PPAAO

Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP) est un Programme initié par la CEDEAO avec l'appui financier de la Banque mondiale. Il vise comme objectif l'amélioration de la productivité agricole tout en favorisant l'intégration régionale comme instrument de promotion d'une croissance partagée et de réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest.

La productivité agricole en Afrique sub-saharienne avait fortement décru au cours de ces dernières années. Cette faiblesse a sérieusement affecté la compétitivité des produits agricoles africains tant sur les marchés nationaux que mondiaux. De nombreux facteurs expliquent cette situation. Parmi eux on peut citer le niveau relativement bas des dépenses publiques relatives à la recherche et la vulgarisation agricole. Par ailleurs, même lorsque les technologies existent, les mécanismes de diffusion ou d'adoption sont inefficaces ou inexistants.

Selon l'Union Africaine, l'Afrique n'atteindrait les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) que si la priorité est donnée au développement rural, ce qui devrait se traduire par une augmentation annuelle de la productivité de 3% et une augmentation de 6% du PNB agricole. C'est dans cette perspective que le PPAAO/WAAPP a été lancé entre 2009 et 2011, selon les pays, pour une première phase de cinq années. Pour la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et la République de Guinée, la fin de l'année 2013 marque l'occasion de faire un bilan à mi-parcours relativement positif de ce programme d'ampleur.

Dossier préparé par / prepared by:
Sylvie Nenonene, Lionel F. Yaro, Nadiath A. Dende, Adama Savadogo, Mamadou, Saliou Diallo, Serge A. N'da.

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire obtient la mention « satisfaisant »

En Octobre 2013, une mission conjointe de la Banque Mondiale et du gouvernement ivoirien ATTRIBUAIT LA MENTION « SATISFAISANT » AU PPAAO CÔTE D'IVOIRE.

Le programme est coordonné par le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA). Si le

La banane plantain a particulièrement concentré les efforts du WAAPP / PPAAO

FIRCA garde à l'esprit les défis de l'ensemble des filières prioritaires, il peut cependant se féliciter du travail accompli. La banane plantain a mobilisé une belle part du plan d'action du programme. Le PPAAO a en effet permis l'introduction en milieu paysan de deux techniques de production de matériel végétal de banane plantain, la conception d'un itinéraire technique pour la conduite de culture de banane en contre-saison ou encore la construction d'abris améliorés pour la conservation longue durée de la banane plantain. Les producteurs ont adopté les variétés de banane plantain PITA 3 et FHIA 21. L'accent a aussi été mis sur la promotion de mets issus de la farine de banane plantain tels que les pizzas, les galettes ou les gâteaux auprès des spécialistes de la restauration et du grand public.

Concernant les autres cultures, les producteurs ont adopté des variétés de manioc à meilleur rendement. Le PPAAO a aussi permis de couvrir plus de 17 000 hectares avec trois variétés de maïs. Deux tonnes de semences d'igname ont également été produites et mises à la disposition d'un réseau de multiplicateurs. Les enjeux de l'élevage ont également fait partie des préoccupations du PPAAO. 18 millions de volailles traditionnelles ont été vaccinées contre la pseudo peste aviaire dans 13 départements de la Zone Nord de la Côte d'Ivoire. 85 géniteurs améliorés de porc ont par ailleurs été mis à la disposition des éleveurs.

En tout, 142 000 personnes, dont 29% de femmes, ont bénéficié de la mise en œuvre du PPAAO en Côte d'Ivoire.

Côte d'Ivoire

Reducing Poverty through Rural Development with WAAPP

The West Africa Agricultural Productivity Program (WAAPP) was initiated by ECOWAS with the financial support of the World Bank. Its objective is to improve agricultural productivity and promote regional integration as a means of enhancing shared growth and reducing poverty in West Africa.

Agricultural productivity in sub-Saharan Africa has declined sharply over the past few years. The decline has seriously affected the competitiveness of African agricultural products on domestic and global markets. Many factors account for this situation, in particular the relatively low level of public spending on agricultural research and extension. Furthermore, even where technologies exist, the dissemination or adoption mechanisms are ineffective or non existent.

According to the African Union, Africa would achieve the Millennium Development Goals (MDG) only if priority is given to rural development, which is expected to result in a 3% annual increase in productivity and 6% increase in agricultural GDP. It is within this perspective that WAAPP was launched between 2009 and 2011 in the various countries for the first five-year phase. For Côte d'Ivoire, Togo, Benin, Burkina Faso and the Republic of Guinea, the end of the year 2013 offers an opportunity to present a relatively positive mid-term review of this large-scale program.

Côte d'Ivoire's performance is "satisfactory"

In October 2013, a joint mission of the World Bank and the Ivorian Government awarded a "SATISFACTORY" RATING TO WAAPP-CÔTE D'IVOIRE.

In October 2013, a joint mission of the World Bank and the Ivorian Government awarded a "satisfactory" rating to WAAPP-Côte d'Ivoire. The program is coordinated by the Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) (Interprofessional Fund for Agricultural Research and Advisory Services). Although FIRCA has focused on the challenges of all priority sectors, it can be satisfied with the work done. Plantain has taken up most of the action program. Indeed, WAAPP has helped to introduce two techniques for the production of plantain planting material in rural areas, develop a technique for growing plantain off-season, and build improved shelters for long-term storage of plantain. Farmers have adopted the PITA-3 and FHIA-21 plantain varieties. Emphasis has also been laid on promoting food items prepared with plantain flour such as pizza, pancake or cake with catering specialists and the general public.

As regards other crops, farmers have adopted higher-yield cassava varieties. WAAPP also helped to grow three varieties of maize on more than 17,000 hectares of land. Two tonnes of seed yam have also been produced and made available to a network of secondary farmers. WAAPP has also been involved in livestock breeding; 18 million traditional poultry were vaccinated against avian influenza in 13 departments of the Northern Zone of Côte d'Ivoire, and 85 improved pig spawners were provided to farmers.

In all, 142,000 people, 29% of whom are women, have benefited from WAAPP implementation in Côte d'Ivoire.

Togo

Au Togo, les résultats du PPAAO font la fierté du pays

En deux ans d'activités, le projet a redonné espoir à 30 000 producteurs démunis dont 9253 femmes ayant bénéficié de semences améliorées de maïs et de riz aromatiques. Le PPAAO a aussi fourni 800 litres d'herbicide, 500 tonnes de semences de maïs, 200 tonnes de semences de riz et 200 tonnes d'engrais à des milliers d'autres producteurs. Le projet sollicite également les services de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) pour apporter un appui conseil à ses bénéficiaires. Pour faciliter la mobilité des agents d'encadrement des producteurs, le PPAAO-Togo a fourni 300 motos à l'ICAT.

Par ailleurs, le projet appuie la création de 11 plateformes d'innovation (dans les filières maïs, riz, volaille et ovins-caprins) dont 9 sont déjà fonctionnelles. « *La plateforme multi-acteurs nous permettra de régler beaucoup de problèmes, de la production à la transformation, en passant par le transport et la commercialisation* », a affirmé Amidou SALIFOU, producteur de maïs et président de la plateforme multi-acteurs de Kara.

Le projet s'active pour fournir aux producteurs 1 300 cannes planteuses fabriquées par un artisan togolais pour la campagne agricole 2014-2015. Cet outil de travail extraordinaire « made in Togo » suscite beaucoup d'intérêt dans la sous-région.

On peut encore citer les 750 producteurs formés en diverses technologies : embouche ovine, lutte contre le striga, gestion des mauvaises herbes, techniques de semis direct avec les cannes planteuses, formation aux bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication

Grâce au PPAAO, le Togo est devenu le tout premier pays à avoir adopté et publié au journal officiel les textes réglementaires de la CEDEAO sur les semences et les pesticides dans la sous-région.

Mieux, il œuvre pour doter le Togo d'une politique nationale en matière de recherche agricole.

In Togo, WAAPP results are a source of pride for the country

In two years of activities, the project has inspired hope in 30,000 poor farmers, of whom 9,253 are women who received improved maize and aromatic rice seeds. WAAPP also provided 800 litres of herbicide, 500 tonnes of maize seed, 200 tonnes of rice seed, and 200 tonnes of fertilizers to thousands of other farmers. The project also uses the services of Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) (Technical Consulting and Support Institute) to provide advisory support to its beneficiaries. To facilitate the mobility of agricultural extension workers, WAAPP-Togo provided ICAT with 300 motor-cycles.

In addition, the project provides support for the creation of 11 innovation platforms (in the maize, rice, poultry and sheep and goats sub-sectors) of which 9 are already operational. *"The multi-stakeholder platform will help us solve a lot of problems, from production to processing, including transportation and marketing,"* said Hamidou SALIFOU, a maize farmer and Chairman of the Multi-Stakeholder Platform in Kara.

The project also provided farmers with 1,300 jab planters produced by a Togolese craftsman for the 2014-2015 crop year. This extraordinary working tool "Made in Togo" has generated a lot of interest in the sub-region.

Mention should also be made of 750 farmers trained in various technologies: sheep fattening, striga control, weed management, direct seeding techniques with jab planters, and training in good hygiene and manufacturing practices

Through WAAPP, Togo became the very first country in the sub-region to adopt the ECOWAS regulations on seeds and pesticides, and publish them in the Official Journal.

Better still, WAAPP is helping Togo to develop a national policy on agricultural research.

La Technique de l'étuvage du riz

La mise en œuvre du projet en Guinée a été facilitée par l'appui technique et financier de la Coopération Japonaise et de la Banque Mondiale. Parmi les résultats obtenus, on peut évoquer 13 212 bénéficiaires sur une prévision de 10 000, une augmentation de productivité d'au moins 15% grâce aux technologies diffusées, l'utilisation des nouvelles technologies sur 27 115 hectares (contre 25 000 initialement prévus). Enfin, 4404 producteurs (sur 5000 initialement prévus) ont adopté les technologies améliorées rendues disponibles par le projet.

Les défis restent tournés vers le respect des textes réglementaires en matière de semences-pestes-pesticides, la mise en place effective du fonds semencier national, la mise en place d'une stratégie de commercialisation des semences produites, l'intégration du genre à tous les niveaux et le renforcement de l'adoption des technologies.

Par ailleurs, l'année 2014 s'annonce avec des acquis qui méritent d'être consolidés dans le cadre de la production de semences de riz certifiées : l'appui à l'étuvage amélioré du riz, la diffusion des résultats de recherche sur les variétés et les formules de fertilisation, la diffusion du cadre de gestion environnementale et sociale, l'information et la sensibilisation des acteurs à la base. Au titre de l'intégration régionale, la Guinée a apporté un appui à la Côte d'Ivoire pour l'élaboration des programmes de recherche-développement sur le riz et il est prévu l'appui au transfert des technologies portant sur l'étuvage amélioré du riz.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action genre et social 2013 du PPAAO/WAAPP Guinée, un atelier de formation a été organisé en octobre 2013 à l'intention des femmes rurales pour renforcer leurs capacités en matière de genre et développement. L'atelier a enregistré la participation de 28 femmes venues des différentes régions administratives.

Rice parboiling

WAAPP implementation in Guinea has been facilitated by technical and financial support from the Japanese Cooperation Agency and the World Bank. The project outcomes include 13,212 beneficiaries against a target of 10,000, and well as more than 15% increase in productivity as a result of the disseminated technologies and the use of new technologies on 27,115 hectares of farmland (against an initial target of 25,000 hectares). Lastly, 4404 farmers (against a target of 5,000) have adopted improved technologies made available by the project.

There are still challenges with respect to compliance with seed-pest-pesticide regulations, effective establishment of the national seed fund, development of a seed marketing strategy, gender mainstreaming at all levels, and enhanced adoption of technologies.

In addition, 2014 has started with achievements that should be consolidated in the production of certified rice seed, support for improved rice parboiling, the dissemination of results of research on varieties and fertilizer formulas, dissemination of the environmental and social management framework, and information and sensitization of grassroots stakeholders. As regards regional integration, Guinea has provided support to Côte d'Ivoire in the preparation of rice research and development programs, and there are plans to support the transfer of technology on improved rice parboiling.

Lastly, with respect to the implementation of WAAPP-Guinea's 2013 gender and social action plan, a training workshop was organized in October 2013 for rural women to build their capacity in gender and development. The workshop was attended by 28 women from the various administrative regions.

Bénin

Une «success story» sur l'étuvage du riz

L'étuvage du riz paddy entraîne des modifications avantageuses du point de vue nutritionnel et économique. Au Bénin, cette technique, pratiquée par les transformatrices du centre (zone des collines) et du nord du pays, consistait auparavant en une méthode de trempage du paddy à chaud avec pré-cuisson. Mais la qualité du riz obtenu ne répondait pas toujours au goût des consommateurs.

Paul HOUSSOU,

Chercheur de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB), a alors mis au point une nouvelle technologie d'étuvage de riz à la vapeur permettant d'obtenir du riz cargo de qualité nutritionnelle supérieure et avec moins de brisure.

La technique qui fait le buzz / the rice parboiling buzz

Le PPAAO-Bénin, depuis son lancement en 2012, s'est engagé dans la promotion de ce dispositif avec lequel les femmes transformatrices du Bénin, du Nord au Sud, se sentent aujourd'hui familières. Cette nouvelle technologie, dont le PPAAO-Bénin participe à la vulgarisation, a déjà permis à de nombreuses femmes transformatrices d'améliorer leurs revenus grâce à l'utilisation des kits d'étuvage mis à leur disposition. « Aujourd'hui avec la technique d'étuvage de riz que nous a enseigné le PPAAO-Bénin, nous arrivons au niveau de notre groupement à commercialiser facilement notre riz qui est acheté par l'Entreprise de Service et Organisation de Producteurs (Esop) et la Coopérative d'Amélioration de la Filiere Riz de l'Ouémé-Plateau (Cafrop) » a indiqué Fatouma Ogouléro Présidente du groupement Ifèlanlo de Adja Ouèrè.

La Technologie améliorée

D'ÉTUVAGE DU RIZ EST AUJOURD'HUI UNE METHODE CAPITALE, voire indispensable pour apporter de la valeur ajoutée au riz,

donc augmenter le revenu des femmes transformatrices. le PPAAO-Mali qui abrite le CNS/Riz a déjà adopté cette technologie.

In Benin, a success story in rice parboiling

Rice parboiling has nutritional and economic benefits. In Benin, this technique, which is used by women rice processors in the centre (hilly area) and northern parts of the country, was previously a method of soaking rice with hot water before cooking. However, the quality of rice obtained did not always meet the taste of consumers.

Paul HOUSSOU, a researcher at Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (IRAB) (National Agricultural Research Institute of Benin) then developed a new rice parboiling technology to obtain brown rice of higher nutritional quality with less breakage. Since WAAPP-Benin was launched in 2012, it has been involved in promoting this technology with which the women processors of Benin, from north to south, now feel familiar. This new technology, which WAAPP-Benin helps to disseminate, has already enabled many women processors to improve their incomes through the use of parboiling kits provided to them. "Today with the rice parboiling technique taught to us by WAAPP-Benin, we can, in our group, easily sell our rice, which is bought by Entreprise de Service et Organisation de Producteurs (ESOP)(Farmer Service and Organization Company) and Coopérative d'Amélioration de la Filiere Riz de l'Ouémé-Plateau (CAFROP) (Rice Sector Improvement Cooperative of Oueme-Plateau)," said Fatuma Ogouléro, Chairperson of Ifèlanlo Association in Adja Ouèrè.

Improved rice parboiling

TECHNOLOGIE IS NOW A VITAL AND EVEN essential method of bringing added value to rice,

thus increasing the incomes of women processors. WAAPP-Mali, which accommodates CNS/Riz, has already adopted this technology.

Burkina faso

Burkina: le temps des sarcleuses

Au nombre des acquis du PPAAO Burkina, on peut retenir entre autres, la mise au point de trois nouvelles variétés de tomate d'hivernage induisant une augmentation de productivité comprise entre 30 et 35%, la mise au point de quatre sarcleuses butteuses sur le riz, l'oignon et la tomate et la mise au point d'un procédé de fabrication d'aliments de porc à base de déchets de mangue. Le projet a aussi à son actif la diffusion de deux méthodes de lutte contre les nuisibles du manguier, la mise en place de six plateformes d'innovation dont une sur le niébé animée par des femmes, la production et la mise à disposition des producteurs de huit cents tonnes de semences de base et de semences certifiées, la production de cinq mille paillettes de semences animales de bovins de race à partir de reproducteurs/reproductrices importés du Niger, le financement de douze projets de recherche-développement et le démarrage de dix projets de recherche stratégique, la formation en cours de 47 jeunes chercheurs en Master et Doctorat.

À mi-parcours, le projet a touché 86 120 bénéficiaires dont 47% de femmes et 12 275 producteurs ont adopté les technologies améliorées diffusées.

Le PPAAO-Burkina a également contribué au cours de ces deux dernières années au développement de la coopération régionale en matière d'échanges de technologies, d'une part en recevant des équipes du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Nigéria pour des échanges d'expériences sur des technologies dans les domaines de la petite irrigation, de la volaille locale et du séchage des mangues, et d'autre part en se rendant en Côte d'Ivoire, au Mali, au Pérou et au Brésil pour bénéficier de l'expérience de ces pays dans les domaines de la gestion des fonds compétitifs, du développement du système de riziculture intensive et la maîtrise de technologies diverses.

Burkina Faso: lister cultivators revolution

The achievements of WAAPP-Burkina Faso include the development of three new rainy season tomato varieties leading to 30-35% increase in productivity, the development of four lister cultivators for rice, onion and tomato, and the development of a process for manufacturing pig feed containing mango waste. The project has also disseminated two mango pest control methods, established six innovation platforms, with one for cowpea run by women, produced and provided farmers with eight hundred tonnes of basic and certified seeds, produced five thousand purebred cattle semen straws using spawning/breeding cattle imported from Niger, financed twelve research and development projects, initiated ten strategic research projects, and is training 47 young researchers for Master's and Doctorate degrees.

At mid-term, the project has 86,120 beneficiaries, of whom 47% are women, and 12 275 farmers have adopted the improved technologies disseminated.

WAAPP-Burkina Faso has also contributed, over the past two years, to the development of regional cooperation in technology exchange, first by receiving teams from Ghana, Côte d'Ivoire and Nigeria for exchange of experiences on technologies for small-scale irrigation, local poultry and drying of mangoes, and secondly by going to Côte d'Ivoire, Mali, Peru and Brazil to benefit from the experiences of these countries in competitive fund management, development of rice intensification, and control of various technologies.

Janet Komenan
La réussite par la persévérance

Elle avait démarré son activité en vendant des fruits devant le port d'Abidjan. De fil en aiguille, elle est devenue une référence dans le ravitaillement offshore et l'entretien industriel.

Derrière O 'Claire Internationale, cette entreprise ivoirienne spécialisée dans le ravitaillement maritime (offshore) et l'entretien industriel des usines agroalimentaires, une femme qui force l'estime : Janet Komenan. Son entreprise, qui emploie aujourd'hui une soixantaine de personnes, est le fruit d'un combat contre la résignation, au plus fort des épreuves. Née dans la zone portuaire d'Abidjan, elle passait les saisons d'été de son enfance à vendre de l'arachide bouillie avec sa sœur pour financer leur scolarisation, toutes les deux poussées par leur mère : « *Au bout de trois mois, notre mère faisait les comptes et déjà à l'époque on était fières de savoir que nous-mêmes on avait produit cet argent* ».

Le gène du commerce

Après un Baccalauréat A (lettres), elle part en France pour un BTS informatique à la Chambre de Commerce de Bordeaux. De retour à Abidjan, elle trouve un stage rémunéré à la SOTRA (Société de transports abidjanais) où elle se rend quotidiennement avec un sac rempli de pagnes et d'accessoires féminins : *« mes collègues m'en achetaient régulièrement et à la fin du mois ça me rapportait plus que mon salaire »*. Son attrait pour le commerce refait surface. Elle quitte la SOTRA pour se lancer dans ce domaine. Avec quelques amies, elles mutualisent leurs moyens pour se fournir en pagne à Dubaï, à moindre coût, et ainsi revendre leurs trouvailles sur les marchés ivoiriens. Le commerce est florissant. Mais un jour, alors que Janet venait de distribuer ses pagnes au marché de Treichville, celui-ci est ravagé par un incendie, empêchant notre commerçante de récupérer ses recettes. « *Je ne suis vraiment pas d'une nature à pleurer sur mon sort*, confie-t-elle, *je réfléchissais déjà à ce que je devais faire pour nourrir mes enfants* ». Elle se souvient alors de son enfance où elle regardait les femmes du quartier partir vendre des légumes au port. Avec 18 000 Fcfa (environ 37 dollars USD) dans son portefeuille, elle achète des fruits et légumes et part aussitôt tenter sa chance au port. Elle rentre chez elle dans la même journée avec 25 000 Fcfa. Cette activité devient son nouveau commerce. Un jour, un commandant s'adresse à elle pour une importante commande : « *c'est comme ça que j'ai gagné mon premier million* »

se souvient-elle le sourire aux lèvres.

Puis Janet rend visite à l'Ivoirienne de Commerce Maritime (ICM), une holding spécialisée dans les plateformes pétrolières. Les dirigeants se montrent d'abord dubitatifs, arguant que le ravitaillement « *est un travail pour les hommes* ». Mais Janet Komenan est déterminée : « *Pendant un mois j'ai fait le pied de grue devant ICM, chaque jour aux mêmes heures* ». Une persévérance qui finit par payer car le directeur d'ICM lui passe enfin une commande, puis plusieurs autres. O'Claire internationale devient ainsi le ravitailleur principal de l'ICM. Pendant ce temps, le courage de Madame Komenan n'a pas échappé au directeur de l'entreprise Castelli qui la contacte en 2003, après l'avoir remarquée sur le port, pour lui offrir de travailler à l'entretien de son usine.

Indépendante à tout prix

« Les jeunes filles pensent qu'elles peuvent s'en sortir avec le mariage alors qu'elles peuvent se débrouiller mieux que ça par elle-même.».

À ce sujet, Janet est pleine de conviction. En même temps qu'elle s'est élevée professionnellement, elle est parvenue à élever seule ses quatre enfants et a même dû affronter la perte de l'un d'eux sans pour autant perdre pied dans ses ambitions : « *On n'a pas besoin de naître dans une famille riche pour réussir. Vous pouvez à tout moment vous démarquez dans la société si vous y mettez votre cœur.* »

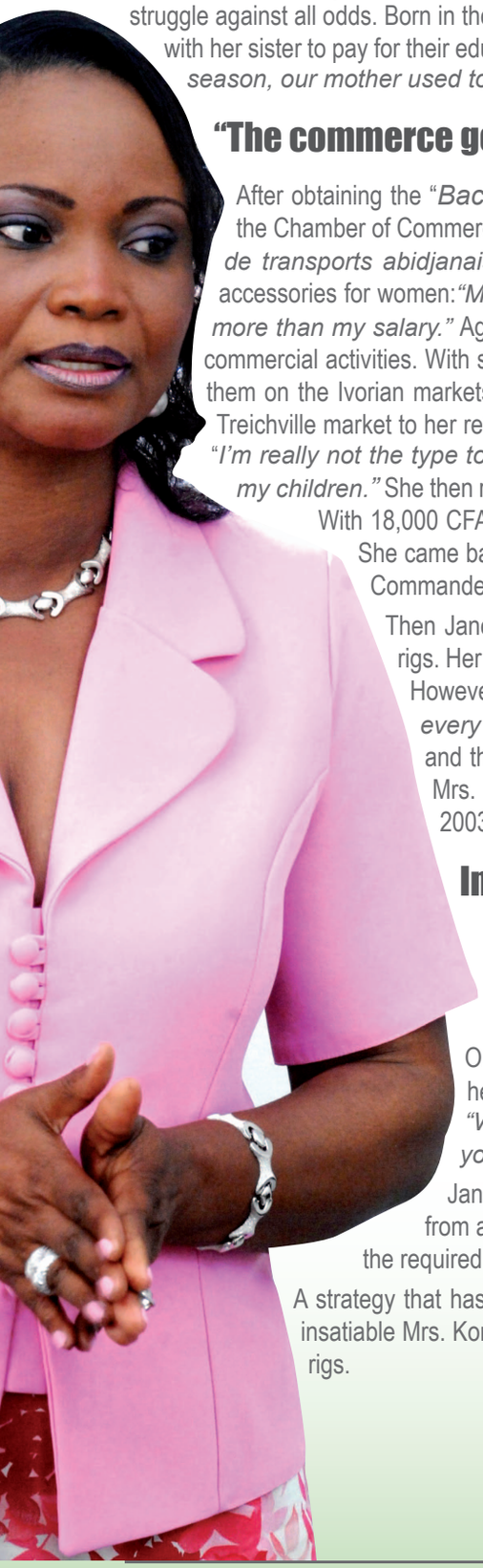
L'indépendance, Janet y a également tenu sur le plan financier. Elle affirme n'avoir jamais contracté un prêt auprès d'une banque. Elle a préféré procéder étape par étape et ne saisir que des marchés pour lesquelles elle disposait déjà des ressources nécessaires.

Une stratégie qui a porté ses fruits jusqu'au Bénin, en Mauritanie et au Ghana où l'entreprise est également installée. Et l'insatiable Madame Komenan ne s'arrête pas là : elle étend actuellement ses activités au catering sur les plateformes pétrolières.

Janet Komenan
Success through perseverance

She started her business by selling fruits at Abidjan Port. Gradually, it become a benchmark in offshore supply and industrial maintenance.

Behind O'Claire Internationale, an Ivorian company that specializes in offshore supply and industrial maintenance of food processing, plants is an imposing woman: Janet Komenan. Her company, which now employs about sixty people, is the outcome of a long struggle against all odds. Born in the Abidjan Port area, she spent the dry seasons during her childhood selling cooked groundnuts with her sister to pay for their education, with their mother encouraging them all the way: *"After the three-month period of the season, our mother used to put together our profits and we were always proud of our achievement*."



"The commerce gene"

After obtaining the "*Baccalaureat A* series (Letters)", she went to France for a "*BTS"* in information technology at the Chamber of Commerce of Bordeaux. When she returned to Abidjan, she got a paid internship with SOTRA ("*Société de transports abidjanais"*) an urban transport company, where she went each day with a bag full of loincloths and accessories for women:*"My colleagues bought them regularly and at the end of the month the activity gave me more than my salary."* Again, her interest in business took hold of her, and she decided to leave SOTRA and engage in commercial activities. With some friends, they pooled their resources to get loincloths from Dubai at low cost, and retailed them on the Ivorian markets. The business flourished. However, one day just after Janet had distributed her loinclothsin Treichville market to her retailers, the market was destroyed by fire, making it impossible for her to recover her proceeds. "*I'm really not the type to weep over my misfortune*, she says, *I was already thinking of what I had to do to feed my children."* She then remembered her childhood, when she used to see local women go to the port to sell vegetables. With 18,000 CFA francs (about USD37), she bought fruits and vegetables, and went to the port to try her luck. She came back home the same day with CFAF 25,000. This activity became her new business. One day, a Commander contacted her for a large order:*"That's how I got my first million,"* she recalls with a smile.

Then Janet went to "*Ivoirienne de Commerce Maritime* (CIM)", a holding company specialized in oil rigs. Her proposals were met with skepticism, with the managers arguing that supply *"is a men's job."* However, Janet Komenan was determined: *"For one month I came to the ICM, at the same time every day."* My perseverance finally paid off because the Manager of ICM eventually made an order, and then several others. O'Claire Internationale then became the main supplier of ICM. Meanwhile, Mrs. Komenan's courage did not go unnoticed by the Manager of "*Castelli"* who contacted her in 2003 to offer her a contract for the maintenance of his factory.

Independent at all costs

"Girls think they can succeed only through marriage, whereas they can do better by themselves."

On this point, Janet is very convinced. As she grew in her business, she also managed to raise her four children and even cope with the loss of one of them, without giving up her ambitions: *"We don't need to be born in a rich family to succeed. You can always create a niche for yourself in society if you really put your heart into it."*

Janet was also independent in terms of financing. She insists that she has never taken any loan from a bank. She prefers to proceed step by step, and get into businesses for which she already has the required resources.

A strategy that has paid off even in Benin, Mauritania and Ghana, where her business is also located. And the insatiable Mrs. Komenan does not intend to stop there: she is currently expanding her activities to catering on oil rigs.

René Tonguino, chauffeur au bureau de Conakry

« La Banque, c'est comme une famille : un jour ça va, un jour ça va pas »

Originaire de Guéckédou, en Guinée forestière, préfecture de Nzérékoré, Rene Tonguino reconnaît à la Banque mondiale un mérite qu'il n'est pas prêt d'oublier : avoir pu fonder une famille. Il le dit avec d'autant plus de sincérité qu'il évoque cette incroyable abnégation dont avait fait preuve Albert David Osei, ancien Représentant de la Banque mondiale en Guinée, qui avait effectué plus de 700 kilomètres pour assister au mariage de son chauffeur. Osei, un Ghanéen, venait de faire preuve d'une profonde humilité et de témoigner toute sa considération pour un membre de son personnel. *« Osei est venu m'offrir son cœur, pas son argent »*. René avait commencé sa carrière comme mécanicien au bureau des Nations Unies à Conakry.

En 1989, un de ses amis, Mr Sall surnommé « Doyen » l'informe de l'ouverture d'un poste de chauffeur au tout nouveau bureau de la Banque mondiale. René postule et y travaille pendant plus de 9 ans comme temporaire. Pendant les premières années, l'information faisait défaut, en particulier sur ses droits, mais la Banque rétablira cela quelques années plus tard. De son parcours, il garde cette maxime « Un jour ça va, un jour ça va pas ».

Une chose est sure : La Banque a beaucoup changé et l'information circule de manière plus fluide. René a lui aussi changé : Il est plus que jamais serein et aspire à une retraite paisible pour mieux s'occuper de ses terres et ses petits-enfants, sans doute à Guéckédou, là où son père lui avait appris à cultiver la terre et élever les porcs.

René Tonguino, a driver at Conakry Office

"The Bank is like a family:one day things are fine, another day things go wrong"

René Tonguino, a native of Guéckédou in the forest region of Guinea, Nzérékoré Prefecture, gives merit to the World Bank for something dear to his heart: for having built a family. He says this with so much sincerity, especially as he recalls the incredible sacrifice made by Mr. Albert David Osei, the Ghanaian former World Bank Representative in Guinea, who had travelled more than 700 miles to attend his driver's wedding. Mr. Osei had demonstrated profound humility and shown great respect for a member of his staff. "*Osei came to offer me his heart, not his money.*" René had begun his career as a mechanic at the United Nations Office in Conakry.

In 1989, one of his friends, Mr. Sall, nicknamed "Dean", informed him of a job opening for a driver at the new World Bank Office. René applied for the job, and subsequently worked there for over 9 years as temporary staff. During the early years, Rene did not have enough information, particularly information on his rights, but the Bank addressed these shortcomings a few years later. From his career, he drew this maxim: "One day things are fine, another day things go wrong."

One thing is certain: the Bank has changed a lot, and information now flows more easily. René has also changed: he is very calm, and looks forward to enjoying a peaceful retirement so as to take better care of his land and grandchildren, probably in Guékédou, where his father had taught him how to cultivate the land and raise pigs.

Mariam (Program Assistant, Abidjan office): Le 20 janvier 2014 j'ai fait mon premier jour au bureau de Kampala. La première personne que j'ai rencontré c'était Mary (Sr. Executive Assistant). Elle m'a accueillie avec un large sourire sur le visage et m'a prise dans ses bras. Comme si nous nous connaissions depuis longtemps. J'aime beaucoup mon lieu de travail, très sympathique ! Nous avons des kitchenettes à tous les étages. Nous nous y rencontrons pour nous raconter nos histoires du week-end. J'aime manger la sauce Matookewith aux arachides. Mes collègues aiment parler la langue locale au bureau et lorsqu'ils parviennent à me comprendre ils disent «heyyyy».

Webale (Merci !)

Mariam (Program Assistant, Abidjan office): January 20, 2014 was my first day in the office in Kampala. The first person I met was Mary (Sr. Executive Assistant). With a large smile on her face, she welcomed me with a big hug. I really love the working place, it is very friendly! We received flowers every Monday and you can see a lot of plants in the office. We have a Kitchenette at every floor. We also meet there for small affairages of the week-end. I like eating Matookewith peanuts sauce. Colleagues like speaking they local language in the office and when they get to understand a point ... they say heyyyyy. Webale (Thank you !)

Barbara (Team Assistant, Kampala). Je suis d'abord ici pour acquérir de l'expérience mais surtout pour apprendre et pratiquer le Français. Je peux dire que ce n'est pas une langue facile mais à la fin de la mission, j'espère être capable d'écrire un paragraphe en français. Abidjan est très différent de Kampala (la culture, le temps, les infrastructures). Evidemment il fait très chaud ici, contrairement à Kampala. J'adore le poisson braisé avec l'alloco, c'est délicieux ! A part cela, Abidjan est un lieu intéressant avec des gens adorables.

Barbara (Team Assistant, Kampala). I am basically here to acquire experience but mainly, learn and practice French. I can say French is not so easy but hopefully at the end of this assignment I will be in position to write a paragraph in French. Abidjan is different from Kampala (culture, whether and infrastructure). It's indeed very hot here unlike in Kampala, I love the grilled fish with aloco- its yummy!! other than that it's an interesting place with loving people.

Saidou Diop, Sector Leader gestion financière au bureau de Kinshasa

« *Le Président* » a été promu, depuis quelques mois, au poste de Chef sectoriel gestion financière au bureau de la Banque mondiale en RDC, couvrant d'autres pays de la région. Saidou s'est notamment illustré, en plus de ses qualités professionnelles, par son dynamisme au sein de la Staff Association dont il a contribué à redynamiser les activités et la voix. Bonne route Mr Président !

Saidou Diop, Sector Leader, financial management, Kinshasa office.

«The president» was promoted, a few months ago, to be the sector leader financial management in Democratic Republic of Congo, covering other countries in this region. Beyond his professional qualities, Saidou distinguished himself through his dynamism within the Staff Association which he contributed to revitalise. We wish you all the best President!

Phanse Mariko, Responsable gestion des ressources au bureau d'Abidjan est en developpement de carièrre en République de l'Union du Myanmar jusqu'en Mai 2014. Adepte de la Rumba et du bon thé malien, il devra encore attendre quelques semaines avant de retrouver les bords de la lagune.

Phanse Mariko, Resource Management specialist, Abidjan office.

Mariko is in DIAS in Myanmar until May 2014. Fan of rumba and good malian tea, he's gonna have to wait a few more weeks before he can get back to the ebrié lagoon.

Maimouna Fam, Spécialiste principale en gestion financière, a rejoint le bureau d'Abidjan én tant que nouveau Cluster Leader pour les pays AFCF2. Maimouna est Sénégalaise. Elle est diplômée de l'école de commerce de Rouen et qualifiée en tant qu'experte comptable.

Maimouna, NANGADEF?

Maimouna Fam, Senior Financial Management Specialist, joined Abidjan Country office as the new FM Cluster Leader for AFCF2 countries. Maimouna is a Senegalese. She graduated from Rouen Management Business School and a qualified Certified Public Accountant (CPA) from France.

Maimouna, NANGADEF?

Voyager et Vivre ensemble

Pendant deux (02) jours, du 20 au 21 février 2014, le staff du Groupe de la Banque mondiale basé à Abidjan a organisé une retraite à l'Ivoire Golf Club d'Abidjan, avec pour objectif principal de sortir mieux outillé que jamais, tant sur le plan collectif qu'individuel, pour accomplir la noble mission d'acteur de développement assignée à notre institution. À la tête du bureau depuis le 1er janvier dernier, Ousmane Diagana, a planté le décor à travers ce qu'il appelle le **« Voyager et Vivre ensemble »**, qui repose sur le triptyque : Car, Vision et Temps. Diagana estime, compte tenu des mutations en cours au niveau local, régional et international, que seule une organisation soudée autour des valeurs de cohésion, de partage, d'ouverture et ayant une vision claire des objectifs à atteindre pourrait avoir un ascendant sur les contingences.

Modérateur Moustapha Ly, Sr. Ressources Humaines, venu du bureau de washington

Apprendre à se connaître, Nabil & Charlotte donnent l'exemple

Maitre Azedine en démonstration du «shorinji» pour garder en forme le corps et l'esprit

Jean Noel Gogoua Amantchi au nom du comité d'organisation

Ousmane et Patrick Joel poussent la chansonnette

Maimouna Fam, de la finance au plan d'action du bureau

Le plus ivoirien des Italiens, Lorenzo Bertolini, à gauche de la photo, avec Nabil et Hafsa

Travelling and Living Together

For two (2) days, from 20 to 21 February 2014, the staff of the World Bank Group based in Abidjan organized a retreat at Ivoire Golf Club in Abidjan, with the main objective of being better equipped, collectively and individually, to accomplish the noble task of development actor assigned to our institution. At the head of the Office since 1 January, Ousmane Diagana, set the scene with what he calls **"Travelling and Living Together"**, based on the triptych: CAR, Vision and Time.Taking into account ongoing changes at the local, regional and international levels, Diagana felt that only an organization united around values of cohesion, sharing, openness and with a clear vision of the set objectives can influence contingencies.

Les séances ont été suivies avec intérêt par le staff

Séance de Stretching avec Jack Bauer- Franck Sovide

Barbara Nalugo va oublier Kampala tellement

Babi est doux deh!

La dream team même pas au complet!

Construire un Groupe modèle

Mutualisation, harmonisation, célérité, efficacité et excellence. Voilà en somme les principales mesures prises à l'issue d'une mini-retraite managériale que le bureau régional d'Abidjan a accueilli fin Janvier 2014. Autour d'Ousmane Diagana, nouveau Directeur des opérations, les Représentants Résidents des 5 pays qui forment, avec la Côte d'Ivoire, le groupe des pays dits AFCF2 (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Bénin, Togo et Guinée Conakry depuis le 1er janvier 2014), souhaitent en faire un modèle de performance au niveau de la région Afrique de la Banque mondiale. Une réflexion stratégique certes, qui s'appuie sur des enjeux présentant à la fois des risques et des opportunités (dynamiques géopolitiques, contexte local et régional, pression démographique et des réformes en cours au sein du Groupe de la Banque mondiale), mais aussi opérationnelle.

Séance de travail autour du Directeur des Opérations
Working session with the Country Director

Parmi les objectifs visés, le mot « rapid delivery » est assez souvent revenu, tout comme l'indicateur de 25% de taux de décaissement par mois au niveau du groupe de pays.

En ligne de mire aussi, les conditions d'entrée en vigueur des projets qui devraient, à l'avenir, disparaitre complètement des radars avant même que le « Board package » ne sorte du bureau du Directeur des Opérations (Objectif : 0 condition). Pour s'y faire, le Management va embarquer tout le personnel dans cet exercice transversal de gestion des bureaux AFCF2, quitte à mutualiser les ressources humaines et financières des 5 pays. Une attention sera aussi accordée à la qualité de la production d'études économiques et politiques locales, en complément du savoir généré au niveau de l'institution, tout en créant des synergies entre les équipes basées à Washington et le field, mais aussi entre les projets et les secteurs dans la perspective des Global practices à partir de juillet 2014.

Enfin, et ce n'est pas la moins importante des recommandations : l'instauration d'un climat de confiance et de respect mutuel, où le staff se sent valorisé et enthousiaste. Prêt ? Partez !

Building a Group model

Pooling, harmonization, speed, efficiency and excellence. These are basically the key measures taken at the end of a small management retreat hosted by the Abidjan Regional Office at the end of January 2014. Around Ousmane Diagana, the new Country Director, the Resident Representatives of the four countries that, with Côte d'Ivoire, form the group of countries known as AFCF2 (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Benin, Togo and Guinea Conakry since 1 January 2014), sought to create a performance model in the Africa Region of the World Bank. It was indeed a strategic reflection on challenges, with risks and opportunities (geopolitical dynamics, local and regional context, demographic pressure and ongoing reforms within the World Bank Group), but also an operational one.

Among the set objectives, the words "rapid delivery" came up rather often, as well as the indicator of 25% disbursement rate per month in the group of countries.

The objectives also included conditions for project effectiveness which should, in future, completely disappear from the radars even before the "Board Package" leaves the office of the Director of Operations (Target: 0 condition).

Les Conseils de Dorcas Manou Lasme-Adou, Human Resources Business Partner

« Comment gérer votre carrière dans un contexte de changement organisationnel »

Le Groupe de la Banque Mondiale vit un changement organisationnel important qui impactera sa culture, sa structure, ses opérations et sa gestion budgétaire. Bien qu'un changement organisationnel crée souvent du stress et de l'anxiété chez les employés, il est souvent un passage incontournable pour les institutions voulant rester compétitives dans leur secteur. Voici quelques conseils aux travailleurs et cadres pour réussir à traverser un processus de changement organisationnel.

1) Rester engagé et motivé pour délivrer un service de qualité.

L'objectif de ce type de changement étant de gagner en efficacité pour une organisation, il va de soi que la performance de chaque employé au niveau requis, continuera d'être regardée et moins négociable dans le contexte actuel.

2) Appréhender le changement comme une opportunité et non une menace.

Plus difficile à dire qu'à faire, ceci est pourtant l'un des états d'esprit qui vous feront bénéficier le plus d'un contexte de changement. Durant un changement organisationnel, de nouvelles procédures plus strictes voient le jour mais de nouveaux départements se créent aussi et une nouvelle façon d'opérer émerge. Il est donc possible de déceler de nouvelles avenues de carrière.

3) Rester constamment informé de chaque nouvelle étape du processus.

Chaque nouvelle directive ou annonce peuvent être une source d'informations précieuses et d'idées sur un prochain mouvement de carrière ou un éclaircissement sur l'un de nos besoins de formation ou développement.

Le senior Management a mis à la disposition du staff de la Banque mondiale un blog où toutes les informations sur les changements en cours sont régulièrement partagées. Rester informé, visiter ce site, parcourir régulièrement les annonces dans le kiosque et participer autant qu'on le peut aux staffs meetings locaux ou organisationnels restent des moyens précieux de pouvoir tirer d'un processus de transformation institutionnel le maximum pour sa carrière.

Dorcas Manou Lasme-Adou, Human Resources Business Partner

"How to manage your career within acontext of organizational change"

The World Bank Group is undergoing a significant organizational change that will impact its culture, structure, operations and budget management. Although an organizational change often creates stress and anxiety among the employees, it is often an unavoidable path for institutions that want to remain competitive in their sector. Here is some advice for workers and managers to help them cope with an organizational change process.

1.Stay committed and motivated to deliver quality service.

Since the objective of this type of change is to increase efficiency in an organization, it is obvious that each employee's achievement of the required level of performance will continue to be monitored and be less negotiable within the current context.

2.Consider the change as an opportunity and not a threat.

This is easier said than done, but it is nevertheless a state of mind that will help you benefit most from an organizational change. During the change, not only are new and stricter procedures introduced, but new departments are also created and a new working method is adopted. It is therefore possible to identify new career paths.

3.Stay constantly informed of each new stage of the process.

Each new directive or announcement can be a source of valuable information and ideas on the next career move or clarification on one of our training or development needs.

Senior Management has provided World Bank staff with a blog where all information about the current change is regularly shared. Staying informed, visiting the site, and regularly going through the announcements in the kiosk, as well as participating as much as possible in local or organizational staff meetings are valuable means of obtaining the utmost benefit from an institutional change process for your career.

60 ans de coopération, la Banque mondiale en Côte d'Ivoire

60 years of cooperation the World Bank in Côte d'Ivoire

RESULTATS

Pont de la 7ème Tranche

Nom de code :
PUIUR (projet d'urgence d'infrastructures urbaines)

Mission :
accroître l'accès et améliorer la qualités des infrastructures et services urbains

Engagement :
juillet 2008 - mars 2014

Echangeur Riviera II

WORLD BANK GROUP

THE WORLD BANK | IFC International Finance Corporation | MIGA Multilateral Investment Guarantee Agency

L'ESPOIR NE MEURT JAMAIS! - HOPE NEVER DIES!